

**CONTRIBUTION AU DEBAT PUBLIC
SUR LA POLITIQUE DES TRANSPORTS
DANS LA VALLEE DU RHONE ET L'ARC LANGUEDOCIEN**

Nom : FANGET

Prénom : Gilles

Organisme : CEA Grenoble / LITEN

Coordonnées : CEA Grenoble / LITEN Relations commerciales / Contract Management 17, rue des Martyrs

Tel:+33(0)438782718

Fax:+33(0)438785132

Courriel : gilles.fanget@cea.fr

Lieu : F-38054 GRENOBLE Cedex 9

Date : juillet 2006

Bonjour,

Quelques mots pour abonder dans le sens d'une forte réduction des contraintes sur l'environnement que j'ai notée dans beaucoup de contributions individuelles.

Pour moi en effet le critère le plus important est l'Environnement.

Dans les tableaux p86 + 87 toute mesure n'ayant pas au moins un + en colonne Environnement est à proscrire sans appel.

Parce que :

- Elles sont quasiment anticonstitutionnelles, la défense et la protection de l'environnement sont à présent inscrites dans notre constitution !

- Il y a eu 2 siècles de "révolution industrielle" où l'Economie (beaucoup) et le Social (un peu) ont été les seuls critères de choix dans les décisions publiques et privées. Nous avons deux cents années d'agression à l'Environnement à rattraper pour que les trois piliers du développement durable soient moins déséquilibrés.

Pour les mesures qui passent ce premier critère, toutes celles qui ne nécessitent pas de gros investissements doivent être engagées immédiatement.

Il faut susciter (ou amplifier) la prise de conscience de chacun sur les conséquences désastreuses de nos habitudes de déplacement et de consommation. L'outil de base sera toujours une bonne formation pour que dès le plus jeune âge les futurs citoyens soient avertis des tenants et aboutissants du problème. Ce sera complété par de l'information régulière sur tous les moyens de communication, y compris les plus récents (blogs, wikis, etc...).

En attendant que cette relève de « citoyens avertis » soient majorité, il faut « malheureusement » passer par de mesures plus directement incitatives.

Il en existe quantité qui non pas été évoquées dans le dossier et qui peuvent (et doivent) être mises en place par les autorités publiques. On obtiendrait ainsi un double effet de sensibilisation et de

contribution à la remédiation (voir plus bas « Ecofond ») :

- Systématiser le classement des véhicules selon CO2 libéré par km. La performance énergétique des appareils électroménagers a fortement progressé avec le classement obligatoire, au point qu'on doit à présent faire des sous classes A+ A++ etc. Ceci s'est fait sous la double pression de la concurrence et des consommateurs. Il faut donc pousser en avant cette balbutiante mesure déjà engagée.

- Ecotaxes à ajouter à la TVA pour tous produits (surtout les carburants fossiles), proportionnelles au CO2 libéré pour produire et livrer le produit au client. Un niveau à 15 cents d'€ par kg de CO2 au bilan (soit 10 fois environ la valeur des certificats CO2) n'est pas trop bas pour être suffisamment incitatif. Il permettra à toute la chaîne de production de « visualiser » l'impact environnemental de chaque produit.

- Dans le cadre du transport, elles pourraient être appliquées également aux services (assurances) et aux amendes pour excès de vitesse. Dans ce cas, elles seraient proportionnelles au classement CO2 des véhicules concernés. Il pourrait y avoir une incitation positive avec l'exonération partielle de la taxe (pas des amendes !) pour les véhicules hybrides, totale pour les véhicules électriques et les transports collectifs de personnes.

- Ecovignettes annuelles avec forte proportionnalité selon le classement CO2.

- Allègement de ces Ecotaxes pour les Entreprises favorisant les transports alternatifs et le télétravail.

- Modulation des péages en fonction inverse du taux d'occupation des véhicules.

- Péages dissuasifs (CO2 et taux d'occupation) pour entrer au cœur des villes avec parkings extérieurs et transport collectif pour 1€ symbolique la journée.

- Amélioration de l'accueil des vélos dans les trains. Ce bimode que je pratique depuis huit ans est extrêmement souple. Il n'est limité que par les capacités d'accueil des TER (3 places par rame en moyenne) ou des trains grandes lignes (pas d'accueil dans la majorité des convois) pour une demande qui ne cesse de croître.

Pour toutes ces mesures incitatives, les recettes seront versées à un "Ecofond" qui sera utilisé pour financer :

- les incitations positives

- les transports collectifs

- la R&D pour des transports sans CO2.

Par ailleurs, il y a beaucoup d'aides qui tendent à faire croire que le transport routier à longue distance est rentable ce qui est un contre vérité énorme. Il est indispensable de couper cette alimentation « artificielle », notamment par :

- Suppression des dérogations "permettant" aux routiers de faire des horaires prohibitifs,

- Suppression des détaxes et des aides financières, sauf aux transports "messenger" (dans un rayon < 100km de la base du véhicule). On pourrait compléter par une réduction du volume des réservoirs

de façon à limiter l'autonomie des camions.

- Création d'une Supervignette Poids Lourds, proportionnelle au poids et au km parcourus à titre de participation à l'entretien des voies de circulation...

Enfin, pour nous citoyens, sans qu'il y ait besoin de lois ou autres incitations, nous pouvons unilatéralement :

- Appliquer les engagements du "Défi pour la terre",

- Acheter en priorité des produits locaux.

- Exiger des fabricants, les renseignements sur le CO2 émis pour fabriquer et livrer les marchandises au point de vente (devoir d'information).

- Boycotter systématiquement tous produit ou service qui refuse ce devoir d'information ou qui fait preuve de mauvais résultats.

- Presser notre employeur et les partenaires sociaux afin de négocier la mise en place de PDE, du télétravail, et de toutes autres mesures visant à réduire les flux routiers de personnel.

- Pour les irréductibles de la route, abonnez vous gratuitement au magazine Clean@uto, sur le site clean-auto.com, il y a mensuellement des informations pour rouler plus propre...

Ces actions et comportements citoyens nous permettront d'être plus exigeants vis-à-vis des décideurs, car nous prendrons ainsi activement part à la lutte contre les émissions de CO2 et pour une gestion plus rationnelle de l'énergie.

J'espère vivement que ces propositions ainsi que celles des autres contributeurs seront étudiées sérieusement, prises en compte en l'état ou améliorées dans ce débat.